CONVENTION

ENTRE

**LA COMMUNAUTE URBAINE
MARSEILLE PROVENCE METROPOLE**

ET

**L'ASSOCIATION DES HABITANTS DE L'UH LE
CORBUSIER**

ENTRE

La **Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole** représentée par son Président en exercice, Monsieur Eugène CASELLI, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil de Communauté et désignée dans ce qui suit par " la Communauté Urbaine " ou "MPM",

D'UNE PART,

ET

L'**association des Habitants de L'UH Le Corbusier**, représentée par son Président M Jacques DELEMONT, et désignée dans ce qui suit par "l'association des habitants",

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR EXPOSE :

PREAMBULE

Suite au Rapport de la commission « Réduction des déchets à la source – Tri sélectif » en juin 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets à la source.

Dans ce cadre un programme local de prévention est en cours de signature avec l'ADEME afin de développer de nombreuses actions de réduction des déchets.

Le compostage collectif est un des projets permettant de réduire cette production de déchets. Afin d'analyser la faisabilité de ce projet et les impacts sur la production de déchets, la mise en place de zones tests est un élément incontournable.

L'Association des Habitants a pour objet la création et le développement de liens d'amitié entre les habitants de la cité, l'organisation d'activités collectives, la défense de l'intérêt de ses membres.

La présente convention est ainsi destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions techniques, juridiques et financières par lesquelles la Communauté Urbaine et L'association des Habitants s'engagent à mettre en œuvre cette opération test.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition de composteurs collectifs sur un terrain appartenant à la Ville de Marseille (pour lequel une convention d'occupation et d'usage pour la gestion d'un jardin partagé a été signée entre l'association des habitants et la Ville de Marseille) dans le cadre d'une opération test en vue du déploiement de composteurs collectifs sur le territoire de Marseille Provence Métropole.

Article 2 – Objectifs

La mise en place de composteurs collectifs sur ce terrain permettra d'évaluer les conditions de réussite d'une telle opération ainsi que les résultats sur la production d'ordures ménagères

Article 3 – Prestations à la charge de l'Association des Habitants

L'association des habitants devra, afin d'assurer une pleine réussite de l'opération :

- Obtenir toutes les autorisations nécessaires pour l'utilisation d'un terrain où seront installés les composteurs et l'apport de broyat régulièrement.
- Nommer 3 référents pour le suivi et l'entretien des composteurs. Ces personnes assureront le transfert d'information auprès des habitants et de MPM.
- Evaluer l'impact qualitatif et quantitatif de la mise en place du compostage sur la production d'ordures ménagères et résiduelles à partir des documents remis par MPM.
- Recueillir l'avis des utilisateurs au sein du site.

Fournir ces résultats sous format informatique et papier à MPM au plus tard le 31 mars 2012.

Article 4 – Prestations à la charge de la CU Marseille Provence Métropole

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole mettra à disposition de l'association le matériel nécessaire au compostage collectif : composteurs et bio seaux.

Elle assurera la sensibilisation des habitants et la mise à disposition de supports de communication.

Article 5 – Modalités financières

Dans le cadre de cette convention, l'association des habitants accepte de prendre à sa charge une participation à l'achat des bio seaux d'un montant de 5 €/bio seau.

Article 6 – Prise d'effet – Durée

La présente convention prend effet à la date de la réception de sa notification par l'association des habitants.

Sa durée est de un an à compter de la date de prise d'effet.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 8 : Contentieux

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de désaccord sur l'un des articles de la présente convention, toute solution amiable avant d'engager une démarche devant la juridiction compétente qui est celle du lieu de la signature de la convention.

Fait à Marseille, en trois exemplaires originaux, le

Le Président
de la Communauté Urbaine MPM

Le Président
De l'Association des habitants

Eugène CASELI

M Jacques DELEMONT